



La Suisse doit réintégrer le programme Erasmus+ au plus vite

Le Conseil fédéral est chargé de reprendre immédiatement les négociations avec l'Union européenne en vue d'une association complète de la Suisse au programme Erasmus+ au plus vite, si possible dès 2018.

Développement :

Le 27 avril, le Conseil fédéral a publié son Message concernant l'encouragement de la mobilité internationale en matière de formation durant les années 2018 à 2020. Il propose au Parlement de prolonger jusqu'à 2020 la solution transitoire concernant Erasmus+, en vigueur depuis 2014. Pour cela, il demande un crédit de 114,5 millions de francs pour les années 2018-2020 (8 millions de moins que décidé en 2013) et souligne sa volonté de mettre la priorité sur la mobilité internationale individuelle (Key Action 1). De plus, le Conseil fédéral compte examiner la question d'une réassociation au programme européen d'échange à partir de 2021 seulement. Cette proposition n'est pas acceptable et ressemble à une pure mesure d'économie dans le domaine de l'éducation et de la mobilité.

La solution provisoire ne couvre pas tous les aspects d'Erasmus+ et ne permet qu'une participation limitée aux programmes d'échanges pour les jeunes Suisse-sse-s, étudiant-e-s ou apprenti-e-s. La formation professionnelle n'est d'ailleurs que marginalement prise en compte dans la solution transitoire. Nous demandons d'élargir l'accessibilité d'Erasmus+ pour les secteurs non-universitaires. Dans les faits, prolonger la solution provisoire revient à priver toute une génération d'opportunités de mobilité et d'acquisition de compétences.

En outre, la solution transitoire défavorise les hautes écoles de notre pays et la place scientifique suisse, leur faisant perdre de la visibilité et de l'influence au niveau international. L'accès aux meilleures universités européennes est peu à peu restreint. De plus, cela crée d'importantes incertitudes pour les hautes écoles et entraîne des lourdeurs administratives pour ces dernières, contraintes de négocier des contrats de partenariat avec d'autres universités européennes.

Au vu de la gravité de la situation, nous demandons au Conseil fédéral de reprendre immédiatement les négociations avec l'Union européenne, afin d'assurer une association de la Suisse à Erasmus+ au plus vite, si possible d'ici 2018.